

Allo le G20 ? Ici le terrain !

Inédit : nos décideurs prévoient de nourrir le monde sans les agriculteurs

Paris, le 7 juin 2011. La volatilité des prix des matières premières agricoles a des effets dévastateurs, en témoigne la crise alimentaire de 2008 qui a fait basculer 500 millions de personnes dans la malnutrition. Si le G20 agricole a pris la mesure du problème en le mettant à l'agenda des 22 et 23 juin prochains, les réponses qu'il propose sont dangereuses pour les agriculteurs du Sud, dont la production est pourtant clé pour répondre au défi de la sécurité alimentaire !¹ Régler le problème en détruisant la solution ? Sur le terrain, le Gret s'interroge...

Une idéologie purement libérale qui n'autorise aucune régulation sur les marchés nationaux et régionaux, et place les petits paysans en concurrence directe avec le marché mondial. Une approche du côté du consommateur qui oublie les conséquences de la volatilité des prix sur le producteur. Des assurances réservées à l'agro-industrie plutôt que des stocks régulateurs protégeant des marchés locaux entiers. Telles pourraient être les principaux résultats du G20 agricole, ou comment tuer les agricultures familiales du Sud à petit feu...

Pour nourrir les populations urbaines dans les pays du Sud, les productions vivrières locales sont indispensables. Mais sans intervention publique comme le souhaiterait le G20, cela reste de la théorie. « **En Tanzanie, le système libéral globalisé permet aux habitants d'avoir accès au riz thaïlandais ou au maïs américain, mais pas aux denrées produites dans leur propre pays !** constate Thierry Lassale, chargé de projet au Gret. Pour un commerçant, il est plus sûr de passer un coup de fil pour être livré au port que de prendre le risque de perdre la marchandise sur des routes mal entretenues, même si la production locale est moins chère ! ». Résultat : les pays gros producteurs sur le marché mondial s'enrichissent, laissant les producteurs locaux sur le carreau. Seule solution : des politiques publiques nationales de développement d'infrastructures dans le pays et dans la région, pour favoriser les échanges, et un travail en partenariat étroit avec les autorités locales décentralisées.²

Toutefois, pour que ces politiques publiques de régulation soient efficaces, elles doivent prendre en compte le producteur. « **L'approche « tout consommateur » du G20 a largement montré ses limites sur le terrain, explique Cécile Broutin, responsable du pôle Environnement, filières et agricultures familiales au Gret, comme en Guinée où le pays a fermé ses frontières à l'exportation pour réguler les prix, alors que 80% de la population tire ses revenus de l'agriculture³** ». Si les prix ont effectivement baissé pour les consommateurs, les résultats ont été catastrophiques pour les producteurs (deux millions d'euros de pertes), notamment dans le domaine de la pomme de terre, un produit peu consommé dans le pays et qui vivait grâce à l'exportation. En cause : le manque d'appui à la production et d'interventionnisme de l'Etat dans la fixation des prix sur le marché, et la tendance des commerçants à peu rémunérer les producteurs. C'est le dialogue avec les organisations paysannes qui a permis de débloquer la situation : les denrées les plus fragiles, dont la pomme de terre, ont été sorties de la mesure.

Avec Coordination SUD, la coordination des ONG françaises, le Gret demande au G20 agricole de réaffirmer l'importance, rappelée à Deauville⁴, de soutenir les agricultures paysannes pour répondre au défi de la sécurité alimentaire, et de permettre à chaque pays de soutenir son agriculture familiale, en mettant notamment en place des stocks régulateurs pour protéger aussi les petits producteurs.

Contact presse : Marie Bessièrès, 01 70 91 92 76, bessieres@gret.org

¹ Selon la FAO, accroître la production de 70 à 100% pour répondre aux besoins de neuf milliards de personnes d'ici 2050

² Projet mené par Mviwata, Réseau des groupements paysans de Tanzanie, avec le soutien du Gret.

³ Le Coz Florence, Broutin Cécile, 2009, *Convergences et conflit d'intérêt entre les paysans et les consommateurs : l'exemple de la Guinée : Peut-on surmonter les conflits et renforcer les convergences ?*

⁴ « La hausse durable de la productivité et de la production agricoles (...) contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire et sont des facteurs déterminants pour neutraliser la volatilité des prix. » déclaration du G8-Afrique, mai 2011

Communiqué de presse

Fondé en 1976, le Gret est une association sans but lucratif, regroupant des professionnels du développement solidaire. Présent dans plus de 30 pays, il agit pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités structurelles, limiter les vulnérabilités, améliorer l'accès aux services de base et promouvoir les droits économiques et sociaux. Ses actions innovantes sont destinées à s'inscrire dans la durée, sans induire de dépendance, et doivent aboutir au renforcement des acteurs et au fonctionnement autonome des structures mises en place. Le Gret mobilise son expertise et sa connaissance du terrain pour contribuer aux politiques publiques de développement, et diffuse des connaissances et méthodes d'actions pour le développement.